



eduter
Ingénierie

Pour en savoir plus <https://eduscol.education.fr>

La formation professionnelle et Apprentissage

Qualité, financements, réglementation, pédagogie et perspectives

Comment intégrer les publics à l'ingénierie de formation ?

L'intégration des publics dans la conception des formations permet de faire évoluer ces dernières mais n'est pas facile à mettre en place.

Tel est l'un des constats évoqué lors du colloque "Les publics en formation" organisé par l'Afpa vendredi 30 janvier 2026.

Consultation de l'[article du 06-02-2026 de l'Afpa](#)

Apprentissage et compensation du handicap : et si on regardait du côté de la Fonction publique ?

Guide pratique, FIPHPF, décembre 2025

L'apprentissage s'affirme aujourd'hui comme un levier stratégique d'insertion et de transformation du monde professionnel. Oui mais comment œuvrer pour une fonction publique plus inclusive ?

Consultation de la [page de présentation du guide](#)

Travail social : l'inquiétude d'une réforme

La réforme des diplômes du travail est en marche, avec une application prévue à la rentrée 2026. Pour l'anticiper, le réseau Unaforis (Union nationale des acteurs de formation et de recherche en intervention sociale) choisissait de se projeter en 2030, avec une journée de réflexion le 4 février au Conseil régional d'Île-de-France, et notamment une table ronde dédiée aux compétences attendues demain.

Consultation de la [page consacrée à la table ronde du 04-02-2026](#)

La notion de consommateur : une qualification fonctionnelle, non statutaire

La jurisprudence rendue en 2025 par les juges du fond illustre avec clarté le caractère fonctionnel — et non statutaire — de la notion de consommateur, appliquée au contrat de formation professionnelle.

Consultation de l'[article du 12-02-2026 de Centre Inffo](#)

Le plafonnement du CPF, une mesure "socialement injuste et économiquement absurde" pour Les Acteurs de la Compétence

Le projet de décret en cours d'élaboration fixerait un plafond d'utilisation du compte personnel de formation de 1 500 € pour les formations inscrites au Répertoire spécifique. Fermement opposés à cette décision, Les Acteurs de la compétence dénoncent les dangers de cette mesure et réclament l'ouverture rapide d'une concertation.

Consultation :

- [de la question de M. Sébastien Saint-Pasteur sur le plafonnement du CPF](#)
- [du communiqué des Acteurs de la formation](#)

Financement du bilan de compétences : vers un plafond du CPF à 1 600 euros

Plafond d'utilisation du CPF, instauration d'un délai de carence : le bilan de compétences fait l'objet de deux projets de décrets, dont le contenu inquiète les acteurs du secteur.

Consultation de l'[article du 17-02-2026 de Centre Inffo](#)

Sous-traitance pédagogique : jusqu'où peut aller le pouvoir de l'organisme de formation sans craindre la requalification ?

C'est la question à laquelle les juges de la Cour d'appel de Paris apporte un éclairage dans une décision du 13 mars 2025.

Consultation de l'[article du 16-02-2026 de Centre Inffo](#)

L'insertion sur le marché du travail plus difficile après un arrêt des études en cours de formation

Insee focus n°375, Insee, Février 2026

Au cours de son parcours de formation, une personne âgée de 15 à 34 ans en 2024 sur cinq déclare avoir commencé des études qu'elle n'a pas terminées. Lorsqu'ils ont lieu durant les études initiales, c'est-à-dire quatre fois sur cinq, ces abandons correspondent pour moitié à des réorientations ou interruptions de moins d'un an dans les études, et pour moitié à des arrêts d'études définitifs.

Consultation de l'[analyse d'Insee Focus](#)

Rapport sur l'usage des fonds de la formation professionnelle

France compétences, Février 2026

Cette quatrième édition porte sur les fonds engagés au cours de l'année 2024 et s'enrichit d'analyses pluriannuelles afin d'apprécier les effets des mesures de régulation et d'économie dans le temps. Destiné aux décideurs publics et paritaires, ce document s'inscrit dans le cadre de la mission de veille, d'observation et de transparence des coûts et des règles de prise en charge en matière de formation professionnelle confiée à l'établissement public.

Consultation de la [page consacré au rapport](#)



Vient de paraître

Concevoir une formation

Et si la clé d'un usage pertinent de l'intelligence artificielle en conception de formation se trouvait dans la maîtrise des fondamentaux pré-ChatGPT ? Pour vous lancer sans tout confier à l'IA, détour par la méthode d'Étienne Magnin, expert en neurosciences et numérique appliqués à la formation.

[Consultation de la page de présentation de l'éditeur de l'ouvrage](#)



Replay

Apprentissage : le défi de sa régulation budgétaire analysé par les sénateurs

Victime de son succès, l'apprentissage est aujourd'hui contraint de rentrer dans le rang budgétaire. Réunis au Sénat, Élise Delaitre (Bercy), Hugues de Balthier (France compétences) et Bruno Coquet (OFCE) ont confronté leurs analyses sur l'essor de cette filière, son coût et les pistes de régulation.

Le 28 janvier 2026 s'est tenue une table-ronde organisée par la Commission des finances du Sénat sur le financement de l'apprentissage.

[Visionnez la vidéo sur le site web du Sénat](#)

Questions en revue : compétence, réflexivité, professionnalisation

Education permanente n° 245, Décembre 2025

Apparu dans les années 1980, le concept de compétence a progressivement remplacé celui de qualification, promettant de mieux reconnaître le travail individuel. Pourtant, jamais stabilisée, cette notion oscille entre idéal d'émancipation et outil de gestion (...).

Consultation de la [page dédiée à la revue](#)

L'approche capacitaire dans l'enseignement agricole public

Les diplômes professionnels du ministère en charge de l'agriculture définissent les capacités qui font l'objet d'une certification en cours de formation, en épreuve terminale, en UC, ou encore par le biais de la VAE. Au-delà des diplômes professionnels, "l'approche par compétences" (au sens générique du terme) est fortement recommandée en vue de développer le pouvoir d'agir des formés dans leur future vie sociale et professionnelle.

Consultation de la [page dédiée à l'approche capacitaire](#)

Apprentissage à distance : l'Igas pointe des fragilités du CFA Iscod sans relever d'infractions

Mission de contrôle iscod, rapport n° 2024-078R, Igas, Avril 2025
Publié en janvier, un rapport de l'Inspection générale des affaires sociales (Igas) analyse le modèle du CFA (centre de formation d'apprentis) à distance Iscod, figure de la filière Edtech de l'apprentissage. S'il pointe des fragilités organisationnelles et formule 18 recommandations, le rapport ne constate ni fraude ni manquement au Code du travail, dans un contexte de forte tension sur la régulation des CFA digitaux.

Consultation de la [page de présentation du rapport de l'Igas](#)

Transitions : les compétences au cœur du changement

Face aux grandes transitions en cours, la question des compétences devient stratégique. Réunis au Conseil économique, social et environnemental (Cese), experts et partenaires sociaux appellent à repenser en profondeur la manière de les définir, de les développer et de les valoriser.

Consultation de l'[article du 18-02-2026 de Centre Inffo](#)

Accompagner sans sélectionner : les tensions de Territoires zéro chômeur de longue durée

Bref n°481, Céreq, Février 2026

En faisant le pari du droit à l'emploi pour les personnes les plus éloignées du marché du travail, l'expérimentation Territoires zéro chômeur de longue durée innove dans sa phase de lancement par de nouvelles pratiques de mobilisation et d'accompagnement. Mais à mesure que l'expérimentation et les entreprises à but d'emploi se structurent, les places se raréfient et les exigences économiques s'imposent. Une tension émerge entre logique sociale et logique économique qui conduit à faire évoluer l'accompagnement proposé.

Consultation de la [page de présentation de la revue](#)

France Universités et le Medef s'engagent à faire de l'université un tremplin vers l'emploi

Une convention signée entre France Universités et le Medef prévoit d'impliquer davantage les entreprises dans la gouvernance et les formations universitaires, de renforcer l'employabilité des diplômés, y compris en sciences humaines et sociales, et de développer l'apprentissage.

Consultation de la [page dédiée à la convention](#)

Certifications, qualifications

Diplômes, qualifications, Validation des Acquis de l'Expérience (VAE)

France VAE : près de 1 400 certifications sont désormais disponibles sur la plateforme

Après le tournant opéré en 2025, où en est le déploiement de la réforme de la VAE (validation des acquis de l'expérience) ? Lors d'un webinaire du réseau des Carif-Oref le 5 février, les intervenants du ministère du Travail ont fait un point d'étape sur les évolutions de la plateforme France VAE et présenté leurs priorités pour 2026.

Consultation de l'[article du 10-02-2026 de Centre Inffo](#)

Les chiffres de la micro-certification en France. Livre blanc 2026

Livre blanc, Procertif, janvier 2026

Ce livre blanc explore les tendances de l'usage des micro-credentials en France, en s'appuyant sur les données issues de notre enquête menée auprès de plus de 323 participants.

Consultation de la [page à renseigner pour obtenir le Livre blanc](#)

VAE : de nouvelles obligations pour les organismes de formation

À partir du 19 février 2026, les organismes de formation proposant des accompagnements à la Validation des Acquis de l'Expérience (VAE) sur EDOF devront progressivement saisir de nouvelles données dans leurs offres.

Consultation de l'article sur le site www.moncompteformation.gouv.fr

Bachelor Agro : diplôme national de premier cycle en sciences et techniques de l'agronomie

Le "bachelor agro", nouveau diplôme de l'enseignement agricole, a vocation à devenir un niveau de référence en matière d'installation et de conseil.

Faisant le pont entre BTSA et l'enseignement supérieur long agricole (ingénieur agronome, notamment), il est issu des demandes des professionnels, des communautés enseignantes, des jeunes, formulées lors de la concertation préalable au projet de loi agricole qui a souligné le besoin d'augmenter le niveau de compétences via la création de formations professionnalisantes à bac+3.

Consultation de la [page dédiée à ce nouveau diplôme de l'enseignement agricole](#)

Mobilité nationale et internationale

Pénurie de talents : l'Europe ouvre davantage ses portes aux compétences internationales

Face à la pénurie croissante de compétences dans des secteurs technologiques stratégiques, la Commission européenne a adopté une recommandation visant à attirer et retenir les talents internationaux. Simplification des procédures de séjour, assouplissement de la Carte bleue européenne et accompagnement renforcé des profils innovants figurent au cœur de cette initiative, qui s'inscrit dans l'Union des compétences.

Consultation de la [page de téléchargement de la recommandation pour attirer les talents en vue de l'innovation \(en anglais\)](#)

Erasmus+ et l'enseignement agricole

Le programme Erasmus+ offre une ouverture vers l'international qui contribue à élargir les horizons, booster l'attractivité des formations agricoles et renforcer les échanges européens en faveur de l'agriculture de demain. Plus de 75 % des établissements agricoles (publics et privés) sont engagés dans des actions de mobilité Erasmus+, et l'enseignement agricole représente plus d'un quart des mobilités Erasmus+ du secteur de l'enseignement et de la formation professionnels

Consultation de la [page de présentation du sujet](#)

Dispositifs spécifiques

France Travail généralise le mentorat pour les jeunes demandeurs d'emploi

Après une phase pilote menée en 2025 dans 32 agences, France Travail généralise progressivement son partenariat avec le Collectif Mentorat à l'ensemble du territoire en 2026. Ce dispositif vise à compléter l'accompagnement des jeunes demandeurs d'emploi de moins de 30 ans en leur proposant de collaborer avec un mentor bénévole issu du monde professionnel.

Consultation de la [page de présentation du dispositif](#)

Période de reconversion :

- ➔ Modalités de financement précisées par décrets

Ces modalités sont détaillées par deux décrets publiés au Journal officiel du 31 janvier 2026

Consultation de l'[article du 03-02-2026 de Centre Inffo](#)

- ➔ Publication de deux décrets

Deux décrets relatifs à la période de reconversion ont été publiés au Journal officiel du 31 janvier 2026. Ils soulèvent plusieurs interrogations.

Consultation de l'[article du 03-02-2026 de Centre Inffo](#)

Démission-reconversion : quels parcours dans les 24 premiers mois ?

Analyses, UNEDIC, janvier 2026

En place depuis novembre 2019, le dispositif de démission pour projet professionnel (ou démission-reconversion) concerne fin 2024 27 000 allocataires de l'Assurance chômage. Cette étude permet d'en savoir plus sur le profil et le parcours de ces allocataires, 24 mois après leur inscription à France Travail.

Consultation de la [page de présentation de l'Analyse de l'Unedic](#)

Le Medef publie un guide sur les transitions et reconversions professionnelles

Le Medef publie un guide pratique destiné à accompagner les entreprises dans la mise en œuvre de la réforme des transitions et reconversions professionnelles. Ce document décrypte la loi du 24 octobre 2025, issue de l'ANI (accord national interprofessionnel) du 25 juin 2025, et présente les principaux dispositifs à la disposition des employeurs et des salariés.

Consultation de la [page de dédiée au guide du Medef](#)

La politique en faveur de l'inclusion dans l'emploi des personnes en situation de handicap.

Rapport d'évaluation de politique publique, Cour des comptes, janvier 2026

En 2024, la Cour des comptes a engagé une évaluation de la politique d'inclusion dans l'emploi des personnes en situation de handicap, au regard à la fois des enjeux majeurs de cohésion sociale qui y sont attachés et des attentes exprimées par les citoyens sur la plateforme de participation mise à disposition par la Cour. Cette politique publique repose sur un cadre juridique dense, sur des obligations faites aux employeurs et sur des financements publics significatifs.(...) L'évaluation met en évidence des avancées réelles mais aussi des limites persistantes, tenant notamment à la dispersion des acteurs, à l'insuffisante vision d'ensemble des financements, à l'absence d'outils partagés de pilotage et d'évaluation, ainsi qu'à une mobilisation encore inégale des employeurs.

Consultation de la [page dédiée au rapport](#)

Illettrisme, handicap, inclusion, égalité des chances

Handicap : faire de la réadaptation professionnelle un droit effectif pour les agents des fonctions publiques

La Fédération des centres de réadaptation pour personnes handicapées (Fagerh) et le FIPH (Fonds pour l'insertion professionnelle des personnes handicapées dans la fonction publique) ont signé récemment une convention quadriennale. Avec pour objectif d'ouvrir l'accès aux métiers de la fonction publique aux plus jeunes, et de faire sauter des verrous administratifs qui compliquent l'accès à la réadaptation professionnelle pour les agents publics.

Consultation de la [page dédiée à la convention quadriennale](#)

L'association pour l'insertion professionnelle des personnes handicapées

Rapport S2025-1702, octobre 2025

Bientôt centenaire, LADAPT est l'une des principales associations nationales de soutien aux personnes en situation de handicap, membre notamment du "Collectif Handicaps" qui en regroupe la plupart.(...) Fort de l'engagement de près de 3 500 professionnels, LADAPT joue un rôle majeur dans la mise en œuvre des politiques publiques du handicap, (...) LADAPT a cependant connu, de 2020 à 2022, une grave crise de gouvernance (...) Dans ce contexte, la Cour a analysé les principaux défis auxquels LADAPT est confrontée, tant en matière de qualité et de pilotage de ses établissements et services que de soutenabilité de son modèle financier.

Consultation de la [page de présentation du rapport](#)

Jeunes en formation et précarité : plan d'actions pour prévenir les interruptions de parcours

Conseil d'orientation des politiques de jeunesse, Février 2026

Le COJ publie son rapport sous la forme d'un plan d'actions pour prévenir les interruptions de parcours des jeunes (étudiants, apprentis et stagiaires). Ce plan d'actions propose 14 recommandations pour sécuriser l'avenir des jeunes autour de 4 axes.

Consultation du [rapport au format PDF](#)

POUR iNFO

Le panorama de veille d'Eduter Ingénierie

02 - 2026

L'Institut Agro Dijon - Eduter Ingénierie

26 Bd du Docteur Petitjean

BP 87 999 - 21079 DIJON cedex

Février 2026

Pour consulter nos anciens numéros



<https://chlorofil.fr/id>

Prochain numéro : **31-03-2026**